

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2019

Volume XX

PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADEMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

LES EFFETS « PERVERS » DE L'USAGE DU PIB POUR LA DÉCISION POLITIQUE ET LES RELATIONS INTERNATIONALES

COMMENT EN SORTIR ?

PAR

JEAN-FRANÇOIS GUILHAUDIS (*) et JACQUES FONTANEL ()(***)**

Le produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur économique le plus connu. Il est aussi le plus employé, non seulement par ceux qui l'ont créé, les économistes, mais aussi par les médias, les commentateurs de l'actualité, les internationalistes, les décideurs et même « monsieur tout le monde ». C'est principalement à partir de lui qu'on a construit des concepts en vogue, comme les pays émergents, les « BRICs » ou encore le G2. Le PIB n'est plus seulement un outil pour les économistes, il est devenu un instrument de tout premier plan dans l'analyse des relations internationales et même dans la définition des politiques. C'est lui qui sert désormais à classer les Etats et il est une obsession de la politique économique de ceux d'entre eux qui ont fait de la croissance un impératif. Le PIB n'est plus seulement un indicateur, il est devenu un « marqueur ». Son emploi s'est étendu bien au-delà de son domaine d'origine. Cette évolution a été et reste génératrice d'erreurs d'interprétation. Si l'agrégat économique lui-même ne manque pas de simplifications conceptuelles de plus en plus difficiles à accepter, l'usage qu'on en fait est aussi en cause.

Le PIB est un indicateur utile du niveau de l'activité économique des agents résidant dans le cadre territorial des Etats. Il met en évidence la capacité productive d'une économie nationale, sans aucun jugement de valeur sur l'intérêt des biens et des services produits. Si le pays creuse des trous pour les reboucher immédiatement ensuite, il augmente son PIB annuel. Le PIB est donc bien un facteur de puissance économique en termes de capacité productive, mais il ne dévoile guère la qualité du bien-être de sa population, l'efficience *in fine* de son système de production et l'effondrement des biens collectifs que constituent l'air ou l'eau pure,

(*) Ancien professeur à l'Université Grenoble-Alpes (France).

(**) Professeur émérite de l'Université Grenoble-Alpes (France).

(***) Cet article élargit et complète l'argumentaire développé par les deux auteurs *in J.-F. GUILHAUDIS, Relations internationales contemporaines*, Lexis Nexis, Paris, 2017 (4^e éd. augmentée).

les ressources naturelles ou encore la violence du système de production pour les citoyens. Les gouvernements font de l'estimation du PIB la base essentielle de leur politique économique, alors que, sans accompagnement par d'autres indices, il peut conduire l'économie nationale à une mauvaise perception de son potentiel de développement et de sa puissance relative dans le monde globalisé d'aujourd'hui et de demain. Ces « manquements à la réalité du système de production » ainsi que l'utilisation fréquente du PIB en dehors de son champ normal de signification soulèvent la question de savoir s'il est possible et comment de sortir de l'emprise analytique et politique de cet indicateur.

PIB, RNB : SIGNIFICATION, UTILITÉ, LIMITES ET MÉSUSAGES

Outre la production intérieure brute, il faut évoquer aussi le revenu national brut (RNB), bien moins connu, calculé et employé. Tous deux sont des concepts utiles, mais leur calcul se heurte à des obstacles techniques et s'appuie sur des hypothèses simplistes qui deviennent de moins en moins acceptables au regard des enjeux économiques d'aujourd'hui.

PIB et RNB, leur signification, leur utilité

Le PIB a été créé par Simon Kuznets en 1932, pour mesurer l'effet de la grande dépression sur l'économie américaine (1) ; il a été introduit en France après la Seconde Guerre mondiale pour aider à la reconstruction économique. Le PIB est l'agrégat de l'activité de production de biens et services des unités productrices résidant dans un pays. Il vise à quantifier la valeur totale de la production de richesses créée par les agents économiques (ménages, entreprises, institutions financières, administrations). Il mesure sommairement le total des valeurs ajoutées annuelles de tous les agents économiques résidents d'un pays, sur la base des informations fournies par les entreprises et les administrations publiques. Seuls les biens et services finaux de consommation et d'investissement sont pris en compte ; les consommations intermédiaires en sont exclues afin d'éviter la double comptabilisation. La variation annuelle du PIB exprime le taux de croissance économique d'un pays. Le PIB est fondé sur le principe de la territorialité, c'est-à-dire sur la production effective réalisée à l'intérieur d'un pays, quelle que soit la nationalité des producteurs. Calculé par habitant, il exprime de façon sommaire le niveau de vie des résidents et, *ceteris paribus*, le pouvoir d'achat annuel moyen instantané des agents

(1) Simon Kuznets et Colin Clark se sont interrogés sur le point de savoir s'il fallait calculer la mesure du bien-être (*welfare*) ou simplement l'activité économique elle-même. Le choix du second agrégat a été le résultat conjoncturel de la nécessité de construire un plan de reconstruction économique après la guerre et des efforts à exiger des agents économiques, notamment des ménages. Conscient de ses lacunes, son créateur l'avait présenté comme un indicateur de l'activité productive et avait mis en garde contre les risques d'utilisation abusive. Cf. D. COYLE, « Is GDP still useful? », *Better Life Index*, 16 mai 2014, disponible à l'adresse Internet www.oecdbetterlifeindex.org/blog/is-gdp-still-useful.htm.

économiques. Il peut se calculer de plusieurs façons, être non corrigé (PIB nominal ou en valeur) ou corrigé de l'inflation (PIB réel ou en volume).

Le produit national brut (PNB) ou le revenu national brut (RNB), qu'on lui préfère maintenant, exprime la somme des revenus perçus par les agents économiques résidant sur le territoire, en ajoutant au PIB le solde des revenus reçus ou versés (2) avec le reste du monde. La distinction entre PIB et RNB n'est pas sans intérêt, même si on parle peu du second. Un pays peut avoir un PIB très supérieur à son RNB lorsque la richesse créée sur son territoire est en partie le fait d'étrangers et qu'elle est supérieure à celle que ses nationaux créent à l'étranger. En France, la différence entre PIB et RNB est faible. Elle est plus importante pour le Luxembourg, la Suisse ou l'Irlande, où, la part étrangère étant supérieure, le PIB excède le RNB. Il en est de même pour beaucoup de pays en développement : dans leur cas, les apports des nationaux à l'étranger font que souvent le RNB est plus élevé que le PIB. L'intérêt de ces indicateurs est évident et important. Ils permettent de mesurer approximativement la production principalement marchande d'un pays et de ses ressortissants, de constater l'évolution de l'activité économique de l'Etat dans le temps et, également, de comparer ses performances à celles des autres économies nationales.

Limites

Elles sont à la fois techniques et conceptuelles et, dans les deux cas, fort importantes.

Limites techniques

Les comparaisons intertemporelles doivent prendre en compte l'inflation et les indices des prix pour obtenir une estimation plus réaliste du taux de croissance réel d'un pays.

Les comparaisons internationales posent le problème d'une définition homogène du PIB et celui de l'application des taux de change. Lorsque l'euro baisse de 10% par rapport au dollar, son expression statistique conduit à réduire de 10% le PIB de tous les pays de la zone euro au regard des Etats-Unis, mais, peu de temps après, une configuration inverse du change peut être d'actualité. Plusieurs instruments statistiques ont été mis en place pour limiter cet effet aléatoire, fondé parfois sur une simple activité spéculative conjoncturelle. Le système des parités de pouvoir d'achat est sans doute celui qui a été le plus recommandé. Il consiste à constituer un panier de produits significatifs, à le valoriser dans les monnaies de chaque zone et ainsi à déterminer la « vraie » valeur du taux de change, hors système monétaire et financier. Cependant, cette procédure n'est pas sans défauts. Quel panier de produits faut-il choisir, étant entendu que les achats effectués dans les différents pays, malgré la mondialisation, ne

(2) Pour l'OCDE, le RNB est défini comme le PIB, plus les salaires et rémunérations nets reçus ou versés de l'étranger, plus les revenus nets de la propriété avec l'étranger et les impôts et subventions nets reçus de l'étranger

sont pas équivalents ? Si on retient un panier de « type » américain, on augmentera la valeur du dollar en parité de pouvoir d'achat. Le choix est donc capital. Par ailleurs, les prix des produits font l'objet de constantes modifications, liées à la diversité des marques ou des ingrédients, mais aussi à des périodes de tensions inflationnistes, très hétérogènes de pays à pays.

Les estimations du PIB sont souvent fondées sur des conventions statistiques, qui ne favorisent pas toujours l'exactitude des informations chiffrées. Plus important encore, le PIB est calculé par la comptabilité nationale des Etats, sur la base des déclarations faites par les agents économiques. Il n'est évidemment satisfaisant et sincère que si les déclarations traduisent correctement l'activité économique et que si l'Etat ne triche pas sur son PIB. Ces deux conditions sont loin d'être réunies. La Chine est soupçonnée de gonfler son PIB et on peut tenir pour vraisemblable qu'un certain nombre d'Etats le font, ce qui jette un doute sur la validité des chiffres qui fondent une grande partie de l'image que le monde se fait de l'économie et des relations internationales.

Les entreprises sont aussi en cause. Elles ne manquent pas d'utiliser les interstices de la mondialisation pour fournir les informations statistiques qui leur conviennent. Or les Etats et leurs appareils statistiques sont dépendants des déclarations des entreprises et de leur fiabilité. La mondialisation des chaînes de production a bouleversé le commerce international et elle fausse les statistiques concernant les productions et les valeurs ajoutées réelles. Les chiffres rendus publics ont été modifiés en fonction des intérêts bien compris de l'entreprise. Les prix réels des transferts de biens et services, effectués à l'intérieur des multinationales sont mal connus et souvent tenus secrets, protégés par le fameux « secret des affaires ». La transparence n'est pas une qualité managériale face aux charges fiscales ou sociales. Il est difficile de vérifier la valeur ajoutée relative à une localisation nationale dont l'activité ne fournit qu'un élément de la chaîne de production.

Le positionnement compétitif des Etats sur les chaînes de valeur mondiales exerce aujourd'hui un rôle déterminant dans les échanges. La fragmentation de la production a permis l'essor de réseaux internationaux de production et d'échange qui transforment la réalisation des avantages comparatifs nationaux. Les pays sont souvent spécialisés par segments productifs et non plus sur la seule exportation d'un bien final. Dans ce contexte, les entreprises cherchent à améliorer leur capacité d'insertion dans les chaînes de valeur. Elles optimisent leur fiscalité en faisant apparaître le maximum de valeur ajoutée dans les pays les plus attractifs, les moins-disant fiscalement ou les mieux-disant en termes d'aide et de subventions, comme le sont encore aujourd'hui l'Irlande, les Pays-Bas ou le Luxembourg en Europe. L'évasion et l'optimisation fiscales conduisent

aussi à modifier la réalité des chiffres (3). C'est ainsi que, pour l'année 2011, Amazon avait un chiffre d'affaires de près de 10 milliards de livres, mais déclarait au Royaume-Uni un résultat avant impôt de 307 millions de dollars, car les droits de propriété étaient défiscalisés au Luxembourg. Dans ce cas, la retranscription en termes de valeur ajoutée est affectée car, si les coûts des salaires et les investissements sont bien comptabilisés, les droits de propriété sont considérés comme une consommation intermédiaire importée. De ce fait, le PIB effectif du Royaume-Uni est sous-estimé au bénéfice du Luxembourg dont l'activité économique réelle est alors démesurément surestimée. Or le prix de cette consommation intermédiaire est décidé au sein même de la firme, ce qui permet à cette dernière de l'établir au niveau qui lui permet de réduire globalement le montant de ses impôts.

Les organisations internationales donnent connaissance des PIB des Etats et élaborent des graphiques, des tableaux et des études sur cette base, mais le calcul du PIB n'est nulle part fait par une autorité extérieure, indépendante et sur une base homogène, agréée.

Faut-il inclure dans le PIB une estimation des activités « illégales » ? Certains Etats le font pour le trafic de stupéfiants, la prostitution, la contrefaçon ou la revente de véhicules volés ; d'autres ne le font pas. Cela, pour les pays européens, peut représenter un écart de 0,5 à 2%. Ces activités ne sont d'ailleurs qu'une partie de l'activité non déclarée. L'économie souterraine, notamment le travail « au noir », rémunéré en « cash » ou selon une formule de « troc », s'exprime aussi par des activités légales mais non déclarées au fisc ou aux services sociaux. Or, selon les pays, la part de l'économie souterraine est variable. Elle est très élevée dans les pays émergents et en développement (4) mais, à supposer qu'on veuille l'inclure comme le recommandent, pour certaines activités illégales mais productives, le Système de comptabilité nationale français et Eurostat, il restera très difficile de procéder à leur estimation.

Ce problème d'estimation se pose pour les services non marchands dispensés par l'Etat. Les services collectifs (santé publique, éducation ou justice) sont estimés sur la base des dépenses publiques allouées à leur fonctionnement. Dans de nombreux pays, certains de ces services sont marchands et plus coûteux (accès à l'université, soins, par exemple). A niveau d'activité et de compétence égales, l'estimation de la production de service est haute si cette dernière se déroule dans le secteur marchand privé. Le système privé de santé étant plus onéreux que le service public pour une qualité qu'on peut juger équivalente, le niveau de privatisation

(3) J. FONTANEL, *Paradis fiscaux, pays filous. La fuite organisée des impôts vers les pays complices*, L'Harmattan, Paris, 2016.

(4) L. Bensaïel / J. Fontanel, *L'Economie souterraine : l'exemple de la Russie*, L'Harmattan, 2006.

gonfle ou réduit le PIB, sans que les services rendus soient significativement différents (5).

Au-delà de ces contraintes et limites techniques, il y a surtout d'autres limites liées au concept même du PIB.

Limites conceptuelles

Il faut être conscient des hypothèses implicites du PIB. Dans les comparaisons internationales et intertemporelles, le PIB applique la règle hypothétique « toutes choses égales par ailleurs ». Cela signifie que tous les biens produits, notamment dans la sphère marchande, sont également utiles, que ce soit le pain ou la drogue, les soins de santé ou la vente de fusils. Il n'est ainsi pas pris en compte l'existence de « services négatifs », ceux qui accroissent la pollution de l'atmosphère ou qui dilapident les ressources les plus rares.

Les limites conceptuelles du PIB sont donc très importantes. Il ignore de nombreuses activités économiques, par ailleurs importantes pour l'épanouissement social et individuel. Et, surtout, il ne se soucie pas de la qualité des opérations qu'il retient comme productives. Il mesure des activités facturées, qu'elles soient positives ou négatives.

De nombreuses activités économiques, que le PIB ne compte pas, sont par ailleurs importantes pour l'épanouissement social et individuel. Il s'agit de l'autoproduction et de l'autoconsommation (jardins, vergers, élevages, bricolage, réparation de matériels divers), du bénévolat (association, club sportifs), des activités altruistes (logiciel gratuit, dons et échanges de livres gratuit), de l'économie solidaire. Cette dernière fonctionne sur la base du troc, sans aucune référence aux rapports monétaires ; fondée sur des échanges de temps, elle se développe dans les quartiers ou les centres ruraux. Le fait même d'échanger du temps fait que les contributions sont inégales en termes monétaires, sans pour autant remettre en cause les transactions. Dans ce contexte, il est difficile d'évaluer « monétairement » le poids économique de ces échanges, même si cette forme de troc était connue dans le détail par les services statistiques. L'échange de quelques heures de cours contre la réparation d'un vélo, d'une soirée de « babysitting » contre une journée d'aide à la création d'une entreprise rend l'analyse monétaire peu efficiente. Certains échanges peuvent être gratuits ou très peu onéreux, mais ils modifient singulièrement les conditions de vie des personnes. Ces activités ne sont pas prises en compte dans le PIB ou n'y ont qu'une part modeste. Dans ce contexte, la valeur réelle de l'activité de production d'un pays est sous-estimée, ainsi que l'estimation du pouvoir d'achat des consommateurs au regard de leurs revenus.

Le travail domestique échappe également au PIB. Ce dernier n'inclut pas les activités de ménage, de garde et d'éducation des enfants ou de

(5) L'apport d'un médecin hospitalier est mesuré sur la base de son salaire, mais dans son activité « privée », hors de l'hôpital, ses consultations sont nettement plus onéreuses.

soutien, dans le cadre familial, aux personnes âgées et malades, à moins qu'elles ne soient marchandes, facturées. Si une mère de famille abandonne momentanément son travail pour s'occuper de ses enfants, elle diminue le PIB. Quand elle se fait remplacer par une *nurse* et le reprend, elle l'augmente.

Peut-on tenir toutes les activités de spéculation financière comme réellement « productives » ? Ne sont-elles pas le plus souvent des actes de transaction qui modifient la répartition des revenus ou des patrimoines plus que le PIB ? Les activités publicitaires ne sont-elles pas davantage une consommation intermédiaire qu'une réelle production collective ? Le PIB ignore la qualité des activités qu'il décompte. Il est un agrégat qui ne fournit aucune information sur son contenu. Il ne produit aucun indicateur de « soutenabilité » et ne permet pas de mettre en évidence l'importance des objectifs actuels en vue de satisfaire les dotations des générations futures. Il est indifférent à la qualité de la production réalisée dans l'année, aux conditions sociales et humaines du mode de production, à la réduction du patrimoine concernant les terres arables, à l'appauvrissement des matières premières ou énergétiques du sous-sol, à la dégradation ou à l'amélioration de la qualité de l'air, au progrès ou au recul de l'espérance de vie en bonne santé, au bien-être ressenti par les citoyens, à la disponibilité des loisirs, au niveau de sécurité interne et externe, d'éducation ou, encore, aux inégalités de revenus et de patrimoine.

Insoucieux de la nature de l'activité génératrice de revenus, le PIB additionne tout ce qui peut être évalué en termes monétaires, mais il ne fait pas la différence entre une nuisance et une richesse. Il est indifférent à l'intérêt humain des biens et services rendus disponibles, à leur coût pour le patrimoine écologique, les ressources naturelles ou l'environnement social. Dès qu'il y a production, son estimation laisse entendre qu'il y a nécessairement une amélioration de la situation économique d'un pays, que ce soit par une augmentation des produits dits « bio » ou par l'essor du trafic de drogue. Cependant, parmi les biens produits, il y a des « *bads* » (nuisance ou inconvenient), dont les définitions restent complexes et conventionnelles.

Le PIB ne fait aucunement référence à la conservation du patrimoine naturel. Celui-ci est supposé constant et gratuit. L'exploitation des ressources énergétiques jusqu'à leur disparition définitive dans un ou deux siècles augmente considérablement la valeur du PIB des Etats, alors même que la destruction des ressources non renouvelables n'est pas calculée, sous prétexte que les réserves sont encore disponibles pour au moins un demi-siècle et que, d'ici là, le progrès technique aura résolu le problème. La comptabilité patrimoniale n'intervient qu'accessoirement dans les choix des agents de l'économie marchande, car ils sont guidés principalement par les profits immédiats.

Les bénéficiaires des biens naturels développent une économie de rente sur une base qui disparaît progressivement, quelles que soient les

futures découvertes. Dans ces conditions, les PIB correspondent à des situations géologiques favorables ou non et à des lois protégeant ou non les sols, l'air ou les mers. Le gaz et le pétrole de schiste sont interdits à la production dans certains pays quand d'autres, notamment les Etats-Unis, en produisent et en vendent à l'exportation. Les « valeurs » ainsi exprimées témoignent d'une perception différente des modes de vie d'aujourd'hui et de demain. Les conceptions marchande et « humaniste » s'opposent, la valeur marchande des ressources ne constituant pas, dans tous les Etats, le fondement unique de l'action économique et sociale des hommes. Même dans le cadre du développement durable, le PIB néglige la consommation du capital naturel dont la valeur, certes difficile à calculer, est cependant indéniable au regard de sa rareté relative dans le temps et dans l'espace. La destruction des forêts tropicales, afin de produire les végétaux destinés aux agro-carburants, augmente le PIB national des pays concernés, sans aucun regard sur la catastrophe écologique et humanitaire qu'elle représente.

Le PIB inclut aussi les productions hautement polluantes qui favorisent les maladies comme le cancer. Dans ce cas, il va même compter trois activités : la richesse produite dans le monde marchand par l'activité productive initiale, la marchandisation des mesures anti-polluantes et l'augmentation des dépenses de santé. Pour l'indicateur, du moment que la production existe, elle est comptabilisée comme accroissant la richesse nationale. Le PIB ne se préoccupe ni de la qualité de ce qui est produit, ni de son utilité, ni de sa dangerosité. Tout ce qui se vend est tenu pour un facteur de richesse, qu'il s'agisse d'antidépresseurs – parfois liés aux conditions de la production –, de produits non renouvelables ou de services utiles au terrorisme ou aux guerres. De plus l'ambiguïté de certaines productions ne manque pas d'interpeler. Si l'augmentation du nombre d'hôpitaux peut être considérée comme un progrès lorsqu'elle permet de maintenir la santé publique à un niveau optimal, elle peut être aussi analysée comme le résultat de nouvelles maladies engendrées par le système productif.

Enfin, il faudrait tenir compte de l'importance des stocks de richesses économiques, naturelles et humaines d'un pays, du capital non reproductible comme la valeur de la terre, du capital productif « reproductible » net, du niveau global d'éducation et du capital santé de la population. Cependant, le PIB n'explique pas les inégalités de revenus et de patrimoine, la pauvreté relative ou absolue ou l'égalité des chances à l'intérieur d'une société. Les dépenses liées aux accidents domestiques, industriels ou routiers ont une incidence positive sur les activités des médecins, des kinésithérapeutes, des hôpitaux, des garagistes ou des carrossiers, elles feront augmenter le PIB, au même titre que les productions des investissements de remplacement, les assurances, les services de sécurité publics ou privés, etc. Le PIB va ainsi créer de la « croissance » en cas d'attentat, de catastrophe naturelle ou de pollution massive. Or les dépenses occasionnées sont plutôt de dépenses « négatives » de réparation. A l'inverse, la baisse du nombre d'accidents

de voitures peut faire fléchir l'indicateur de référence car moins de soins médicaux lourds et d'achats de voitures seront comptabilisés.

Cette longue liste des limites, liées à la manière dont est conçu et calculé le PIB, explique qu'il fasse l'objet de critiques et de contestations. Pour beaucoup, il inclut nettement des « *bads* » (productions polluantes, consommation des richesses non renouvelables...). On se pose des questions au sujet de la redéfinition du statut de certains produits – où classer par exemple les dépenses finales de sécurité (6) ? – et on songe à la création d'autres agrégats.

Etant donné son indifférence totale vis-à-vis du contenu et des effets de ce qui est produit – il ne met jamais en évidence les facteurs de violence et de conflit à l'intérieur d'une société –, à la limite, un PIB en forte augmentation pourrait être le fruit de la persécution ou de l'esclavage. Les « effets pervers » du PIB et de ses déclinaisons sont aussi renforcés par l'usage qu'on en fait, puisqu'il s'invite bien au-delà de son champ informatif normal.

Les mésusages du PIB

L'indicateur PIB a son intérêt et ses limites. Si on en tenait compte, il n'y aurait guère de difficultés. On rappellerait sans cesse les limites de l'instrument, par souci d'exactitude et pour éviter les lectures erronées et, très vraisemblablement, on se serait efforcé de l'améliorer et/ou de lui adjoindre d'autres indicateurs pour limiter ses inconvénients.

Cela n'a pas été fait et le PIB reste l'indicateur roi. Il est de plus devenu le critère, le « marqueur », le signe manifeste de la puissance économique, voire de la puissance tout court, de la réussite, de la performance et du dynamisme, de la richesse et même du bien-être. Ici l'indicateur lui-même n'est plus en cause, c'est l'usage qu'on en fait qui est défectueux, de manière si criante, si évidente, si constante et si durable, qu'il est difficile de ne pas songer que ces mésusages sont, plus que de simples erreurs ou facilités, des « tromperies ».

S'agissant du PIB, signe de puissance économique et de puissance, le principal excès est l'image du G2, l'idée, partant de la constatation que

(6) L'idée qu'on peut s'en faire varie selon qu'on est philosophiquement imprégné de la philosophie de Jean-Jacques Rousseau ou plutôt convaincu que, sans organisation étatique, la loi du « Far West » prévaut. Dans le premier cas, les dépenses de défense ou de sécurité intérieure constituent des « *bads* », dans l'autre cas ce sont des services obligatoires pour qu'une économie fonctionne. Dans ce cas, il s'agit de considérer ces dépenses comme un produit final – celui de la paix et du respect des règles collectives – et non pas comme une consommation intermédiaire. Cf. J. FONTANEL, « La sécurité économique et sociétale : pour une conceptualisation humaniste multidimensionnelle », *Paix et sécurité européenne et internationale*, n°3, 2016, et « La base des données des dépenses militaires recueillie par l'Organisation des Nations Unies : origine et évolution. United Nations Standardized Instrument for Reporting Military Expenditure », *Paix et sécurité européenne et internationale*, 2015, disponibles sur le site Internet revel.unice.fr/psei/ ; J. FONTANEL / B. CORVAISIER-DROUART, « For a general concept of economic and human security », in R. BELLAIS (dir.), *The Evolving Boundaries of Defence: An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities*, Emerald, Bingley, 2014 ; J. FONTANEL, « Concept élargi de la sécurité économique », in J. FONTANEL (dir.), *Politique économique de la sécurité internationale*, L'Harmattan, Paris, 2010,

le PIB de la Chine, surtout en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA), rejoint celui des Etats Unis, que Washington a désormais un *alter ego*. Il en sera peut-être ainsi dans quelques décennies si la Chine poursuit son ascension mais, pour le moment, Pékin est encore loin du niveau américain, qu'il s'agisse de puissance économique ou, plus encore, de puissance globale. Pour voir la différence, sur le premier point, il suffit de penser au dollar, qui reste nettement la première monnaie internationale alors que le yuan fait ses premiers pas, loin même de l'euro. Sur le second, on se référera à la puissance militaire. Cette dernière dépend bien sûr de la richesse produite par l'économie nationale, mais aussi et surtout d'une volonté politique que les Etats ne priorisent pas de la même manière en fonction des menaces et du rôle qu'ils entendent jouer dans le concert stratégique international. Et la puissance militaire des Etats-Unis reste incomparable, à un niveau différent, très supérieure à celle de tous les autres Etats.

Voir dans le calcul brut du PIB l'indicateur indiscutable de la puissance économique et, plus encore, de la puissance d'un Etat constitue une simplification abusive des rapports de force entre les Etats. A la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, l'image et le discours du G2 ont offert aux Etats-Unis un nouvel adversaire, la Chine, qui faisait défaut après la Guerre froide. De même, après son unification, la présentation de l'Allemagne comme la superpuissance européenne sur la base de l'importance de son PIB n'est pas sans signification et donc sans conséquences politiques. L'évocation de l'ère Merkel – la femme « la plus puissante » d'Europe – exagère beaucoup le rôle actuel de Berlin. Cela se perçoit aisément depuis les résultats des dernières élections en Allemagne. Elle a eu cependant un indiscutable effet d'inhibition sur le développement de l'Union européenne (UE) et sur le fonctionnement de la zone euro.

Le mésusage du PIB comme signe de performance et de dynamisme est conforté par l'affirmation d'une corrélation entre le niveau du PIB et du chômage et la nécessité d'un certain pourcentage de croissance – au moins 2% – pour que le chômage puisse baisser. Or le PIB dépend de nombreux facteurs, notamment des lois sociales qui accompagnent le marché du travail. En outre, pour nombre de pays, par exemple la Russie, le PIB dépend des cours des matières premières et énergétiques. Leur baisse ou leur hausse n'a pas toujours pour cause le dynamisme du pays ; elle tient à la situation du marché, à la spéculation, à la force ou à la faiblesse de la demande, mais aussi à l'organisation de négociations entre les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et les non-OPEP, pour limiter – ou non – l'offre de pétrole, à la politique internationale de contrainte à l'égard de l'évolution politique d'un pays producteur (comme l'Iran ou l'Iraq) ou aux évolutions des accords relatifs au climat ou à l'environnement. Si on veut connaître plus précisément le dynamisme économique de tel ou tel Etat, mieux vaut considérer d'autres indicateurs que le PIB, les indices de compétitivité (notamment les indices du Forum économique mondial et de l'International Institute for Management Development (IMD), du Global

Dynamism Index). On voit ce faisant que la compétitivité ne colle pas avec les pays les plus peuplés, les émergents et les plus gros PIB, mais plutôt avec les petits pays. En outre, les pays membres de l'UE et de la zone euro sont très présents, bien classés, contrairement à ce que suggère le discours habituel du PIB.

Le PIB n'est pas un indicateur de richesse suffisamment fiable et performant de la puissance économique d'un pays car il ne donne aucune indication sur le contenu et l'évolution de la valeur des patrimoines naturels, sur les stocks de richesses économiques, sur l'importance de l'endettement public et privé national et sur le potentiel global d'éducation, de culture et de santé – il n'est de richesses que d'hommes – d'un pays. Une analyse de la richesse d'un pays implique la présentation de ces valeurs de base, lesquelles ne se limitent pas à la capacité de production dont rien, en outre, n'est dit sur l'utilité de ce qui est produit (7). Si on prend sommairement en compte ces facteurs importants concernant la puissance économique et stratégique d'un pays, les classements et l'hétérogénéité de l'intensité des rapports de force deviennent différents de ceux donnés par le calcul simpliste du PIB ; ils mettent moins en avant la puissance de l'Allemagne et des Etats-Unis (*Global Wealth Data Book*).

C'est sans doute au sujet du bien-être que le mésusage du PIB est le plus grand. Comme on l'a vu, un PIB élevé et en forte croissance peut parfaitement coexister avec des conditions de vie déplorables, une pollution très importante et une répartition des revenus très inégale. La fortune « médiane » (8) du *Global Wealth Data Book* et certains indicateurs de l'indice de développement humain (espérance de vie, niveau d'éducation), malgré leurs propres insuffisances, sont plus pertinents. Le recours à un questionnaire de satisfaction vient utilement compléter l'évaluation du bien-être, inévitablement très subjective et fluctuante, à la mesure de l'hétérogénéité des contextes nationaux et internationaux (régional et global).

Le PIB ne fournit qu'une estimation approximative de la capacité de production nationale exercée concrètement pendant une année par un pays. Etant donné le nombre et l'importance de ses limites techniques et conceptuelles, il ne devrait faire l'objet que d'un usage modéré et prudent. Qu'il soit devenu le « marqueur », de la puissance économique et de la puissance globale, de la richesse, de la performance et du dynamisme, voire du bien-être et soit accompagné d'une obsession très répandue de sa croissance est excessif et même dangereux. La croissance économique est « rassurante » socialement quand elle est suffisante. Quand elle est réduite, le message envoyé aux citoyens est celui de l'inefficacité de leur travail,

(7) F. COULOMB / J. FONTANEL, « Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale », in *Question politique en économie internationale*, La Découverte, Paris, 2006, et *War and Capitalism. The Marketing of War in the Age of the Neo-Militarism*, Routledge, New York/Londres, 2011.

(8) Il s'agit de la fortune médiane par habitant. Ce qualificatif signifie que la première moitié de la population possède moins et la seconde plus.

ce qui incite à demander des efforts supplémentaires à ceux qui créent de la valeur. L'annonce de sa réduction, voire de sa disparition, crée un sentiment d'instabilité et d'inquiétude. Or tout cela ne correspond que très partiellement à la réalité. Le PIB n'est pas suffisant pour comprendre les évolutions à venir. La croissance du PIB peut n'être qu'un mirage qui cache une crise économique à venir.

**COMMENT SORTIR
DU QUASI-MONOPOLE ANALYTIQUE ET POLITIQUE
DU PIB ?**

Les économistes et les comptables nationaux, conscients que le PIB et la croissance ne donnent pas toujours les signaux nécessaires pour prévenir à temps les crises économiques, sociales et politiques majeures se sont efforcés de construire et faire prévaloir d'autres indices comme contrepoids à la toute-puissance du PIB et du PIB par habitant. Ils ont mis au point des indicateurs qui constituent des boussoles alternatives, permettant à la « société civile » de définir, démocratiquement, ce qu'est une société meilleure pour aujourd'hui et pour demain et aux citoyens de s'exprimer sur leurs objectifs vitaux. La question posée n'est pas une simple affaire d'experts ; elle va bien au-delà. Toutefois, le point à marquer surtout, s'agissant de l'étude et de la conduite des relations internationales – que le PIB, dans l'usage qui en est fait, tend à régenter – est qu'il doit cesser d'être employé sans discernement comme un « marqueur » polyvalent. Il doit rester un indicateur économique, parmi d'autres. Ces deux voies, complémentaires, sont parsemées d'embûches. Il est possible, mais difficile, de sortir des tromperies créées autour du PIB.

***Le PIB doit cesser d'être employé sans discernement comme
un « marqueur » polyvalent et rester un indicateur économique
parmi d'autres***

Il n'est pas question de cantonner le PIB à son domaine et de poser qu'il n'a rien à voir avec la puissance, la richesse, l'efficacité ou le bien-être. Cela serait contraire au bon sens. Chacun perçoit aisément qu'un pays en croissance durable progresse, que cela témoigne d'une certaine efficacité du système de production, que sa richesse marchande s'accroît et que le bien-être de sa population est en capacité d'amélioration. L'expérience de la Chine et de nombre d'autres Etats conforte cette évidence. Quand on se préoccupe de puissance, de richesse, d'efficacité ou de bien-être, le PIB est certainement l'un des éléments qu'il faut considérer. Le faire s'agissant de la Russie éviterait utilement de construire une image de ce pays l'identifiant à l'Union soviétique de la Guerre froide et d'en tirer, sur la menace qu'il représente et les mesures à prendre pour y faire face, des conséquences décalées par rapport à la réalité. L'oubli d'un paramètre important est un

autre défaut assez commun dans les analyses des relations internationales, qui aboutit au même résultat – une erreur majeure d'appréciation.

Toutefois, qu'il s'agisse de puissance, d'efficacité, de richesse ou de bien-être, il faut absolument éviter de construire et, plus encore, de porter des jugements définitifs sur la seule base du PIB. D'autres éléments, quantitatifs et surtout qualitatifs, doivent être pris en compte. Le PIB doit leur être associé et être remis à sa juste place. Cela évitera par exemple de faire de la Chine, l'autre membre du G2, une puissance équivalente et potentiellement supérieure à celle des Etats-Unis. Cette image est très exagérée et donc fausse. La simplification des argumentaires des politologues sur la base du PIB permet de comprendre les grandes lignes de l'évolution immédiate et factuelle de la puissance des économies et il faut être conscient de la difficulté à ne pas y recourir. Cependant, elle conduit inéluctablement à des considérants et des conclusions biaisés et erronés.

La puissance, l'efficacité, le bien-être et même la richesse sont des notions qui relèvent aussi de l'ordre qualitatif. Et, quoique d'un usage très ordinaire, elles restent floues, imprécises, peu élaborées. On distingue plusieurs composantes de la puissance (économique, culturelle, militaire, politique notamment). Ordinairement, on répartit les puissances entre hyper, super, grandes, moyennes, mondiales, régionales..., mais les marges d'appréciation et d'erreur sont grandes. Cela explique qu'il n'existe pas de consensus sur le point de savoir si les Etats-Unis doivent bien être tenus pour une hyperpuissance, si la Chine est vraiment l'autre grand ou même une réelle puissance mondiale. Au lieu d'essayer de mieux préciser, de construire les concepts qu'on utilise, on se satisfait d'approximations qui, en s'empilant, conduisent à des conclusions aléatoires, mais qui auront des incidences considérables sur les relations internationales.

Raisonner en termes de capacités (faire et imposer, empêcher, soutenir...) et sur des cas, plutôt qu'en général, permettrait sans doute de progresser dans l'analyse et la connaissance de la puissance. Cependant, les experts et les médias s'y intéressent peu. La faiblesse de la réflexion sur le concept de puissance est particulièrement nette en matière militaire, où règnent l'indicateur des dépenses militaires et celui des nombres (militaires, chars, avions...). Elle est aussi bien marquée s'agissant d'économie, où on constate par exemple qu'un commerce extérieur très excédentaire est souvent considéré comme « le » signe de la puissance, alors que, d'évidence, il s'agit aussi d'une vulnérabilité majeure, dès que le protectionnisme ou la crise économique sévissent. Des considérations semblables peuvent être émises au sujet de la richesse, de l'efficacité et du bien-être.

On aperçoit, *in fine*, que la part très exagérée qu'a prise le PIB comme facteur explicatif dans les relations internationales est en grande partie due à la faiblesse de cette discipline. Le contenir et le remettre à sa place imposera des progrès, dont le passé atteste qu'ils sont très difficiles à accomplir, entre autres parce qu'ils passent par la pluridisciplinarité. Un des atouts du PIB est d'être un facteur à considérer dans nombre de cas.

Cela tend inévitablement à exagérer son potentiel explicatif. Lié à l'ordre marchand, il bénéficie enfin de la dynamique de la mondialisation et de l'appui de ceux qui la portent et en profitent. Washington et Pékin gagnent à une explication du monde centrée sur le PIB.

Sortir du tout PIB risque d'être difficile et long. Il faut dénoncer les excès de ce qu'on peut appeler le *syllogisme PIB* – un PIB élevé et en forte croissance est signe de performance, de richesse, de bien-être croissant et de puissance grandissante de l'Etat, l'Etat X est dans ce cas, il peut donc être compté parmi les puissants et les riches – et mettre en évidence les principales erreurs de l'approche PIB. Il importe aussi, quand cela est possible, de suggérer, dans les grands domaines d'erreur, des approches plus complexes aboutissant à des résultats plus nuancés et plus proches de la réalité.

Même si des améliorations substantielles peuvent lui être apportées, cette dernière démarche est dès maintenant disponible. On l'évoquera à propos de la puissance, ce qui permettra de mettre sommairement en évidence les effets pervers de l'approche par le seul PIB et plus généralement de toute approche monocritère. Les aspects touchant à la richesse, à la performance et au bien-être seront abordés avec les autres indices.

Concernant la puissance, il est très facile, simplement en prenant en compte les composantes de la puissance et en situant les candidats par rapport à chacune d'elles, de construire un tableau aboutissant à une évaluation « qualitative » beaucoup plus nuancée et précise que celle que donne le tout PIB. Si les chiffres représentatifs de cette puissance globale, présentée dans le tableau 1, sont « discutables », leur total donne une « idée » plus juste de la puissance relative des grandes puissances que celle proposée par le seul PIB.

Tableau 1 : Evaluation sommaire de la puissance globale

Composantes de la puissance	Etats Unis	Chine	Russie	U.E.
Economie	5	3	1	4
Politique	5	2	3	4
Culture	5	2	2	4
Militaire	5	2	3	3
Scientifique	5	3	3	4
Population	2	5	1	2
	27	17	13	21

On voit que l'écart entre les Etats-Unis et la Chine, faible si on n'en juge que par le PIB calculé sur la base des taux de change constants (9), s'accroît dès qu'on introduit une notion plus large de la puissance économique, intégrant notamment le dollar – seuls les Etats-Unis sont au sommet avec 5 – et qu'il s'élargit encore avec les autres composantes de la puissance. Selon ce tableau, l'évaluation de la puissance de la Chine et de la Russie est égale, si on n'introduit pas la population (10), mais, comme on l'a dit, l'écart de PIB indique que, sauf très nette évolution positive à cet égard, au rythme qui est aujourd'hui celui de la croissance de son économie, la Russie ne pourra pas tenir son rang militaire, politique, culturel et scientifique dans la durée. Il suffit d'admettre qu'on peut, dans certains cas, considérer un groupe d'Etats comme formant un ensemble, pour voir que l'Union européenne et ses Etats membres se présentent comme le numéro 2 dans l'échelle mondiale de la puissance. Même si le poids de cet ensemble va diminuer avec le départ du Royaume-Uni, l'écart restera encore significatif. Les indicateurs et plus généralement les relations internationales ne valorisent pas la puissance de l'Union européenne (11). Cela s'explique, en partie, par la fragilité relative de sa gouvernance et sa dépendance relative en termes de sécurité collective.

Il est assez facile d'être plus précis en faisant apparaître, pour chaque composante de la puissance, ses constituants principaux. Le PIB et, surtout, le pourcentage des dépenses militaires par rapport au PIB sont des indicateurs importants pour exprimer la capacité d'un pays ou d'un groupe de pays de maintenir ou de développer l'effort militaire de défense nationale. Toutefois, ils ne peuvent représenter, seuls, un indice de la puissance militaire. Les stratégies peuvent utiliser de manière plus ou moins optimale les sommes mises à la disposition de la défense nationale et elles sont décidées dans des contextes différents. Pour la composante militaire et s'agissant des puissances les plus importantes, on peut soutenir qu'il faut considérer si le pays bénéficie ou pas de l'assurance de sécurité que constitue la dissuasion nucléaire et s'il dispose d'une capacité de projection de forces.

(9) A noter que le PIB en parité de pouvoir d'achat donne aujourd'hui à la Chine un PIB supérieur à celui des Etats-Unis. Toutefois, cette mesure ne concerne guère un rapport de puissance. Cf. J. FONTANEL / M. DONSIMONI, « Les ambiguïtés de la mesure de la puissance économique par les parités de pouvoir d'achat », *Annuaire français de relations internationales*, vol. XX, 2019.

(10) La population est un facteur de puissance, mais, dans certains cas, elle peut aussi devenir un facteur d'affaiblissement au regard de son importance, de sa structure, de la pyramide des âges, de son degré de formation, etc.

(11) Sur l'Union européenne et ses Etats membres, cf. J.-F. GUILHAUDIS, *Relations internationales contemporaines*, Lexis Nexis, 2017.

Tableau 2 : Les principaux éléments de la puissance militaire.

	Etats-Unis	Chine	Russie	U.E.
Dissuasion	5	2	4	3
Projection	5	1	2	3
Maintien/augmentation de l'effort militaire	3	4	1	4

La Chine ne bénéficie pas encore d'une capacité de seconde frappe, à la différence du Royaume-Uni et de la France, qui disposent chacun de 4 sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) et, notamment la France, d'une dissuasion propre. Faute d'alliances, de bases et d'une marine le permettant, elle n'a pas non plus de capacité de projection, sauf à proximité de son territoire. La capacité militaire de la Russie est plus lointaine, supérieure, mais également limitée. Avec un pourcentage dépenses militaires/PIB inférieur ou égal à 2%, la Chine et surtout les pays de l'UE sont les mieux placés, pour accroître, si nécessaire, leur effort financier de défense. La sécurité d'un pays est un indicateur au moins aussi important que celui du PIB pour définir sa puissance (12).

La nécessité de mettre au point d'autres indices

Le concept de PIB fait la part belle au système de production, sans se préoccuper outre mesure de son intérêt pour l'ensemble de la collectivité nationale. De nombreux éléments favorables à la croissance ne sont pas des facteurs de bien-être. James Tobin et William Nordhaus (13), constructeurs du premier indicateur de bien-être monétaire inspiré du PIB, avaient proposé l'introduction de deux nouveaux concepts, les « biens regrettables » – les biens qui créent des aménités négatives – et les « dépenses défensives » – activités rémunérées qui n'ont pour objet que de réparer les dégâts provoqués par d'autres activités productives. Il s'agit de rétablir un sentiment de bien-être menacé par la réalisation de certaines activités marchandes, génératrices de « biens regrettables ». Pour cela, on va considérer les dépenses défensives ou réparatrices comme des dépenses intermédiaires et non pas comme un produit final à valoriser dans le PIB, qui sera alors nettement inférieur. Ces réflexions, *a priori* très pertinentes, n'ont pourtant pas fait l'objet d'études statistiques plus poussées, sans doute pour des raisons techniques, mais aussi parce que les « biens regrettables » ou les « dépenses défensives » ne sont pas toujours immédiatement perçus ainsi, leurs effets négatifs s'exprimant dans des

(12) J. ABEN / J. FONTANEL, « Military expenditure as a proxy for State's power », *Defence and Peace Economics*, 2018.

(13) W. NORDHAUS / J. TOBIN, « Is growth obsolete? » in « The measurement of economic and social performance », *Studies in Income and Wealth* (National Bureau of Economic Research), vol. XXXVIII, 1973.

conditions particulières de concentration ou avec un retard de perception ou de compréhension scientifique plus ou moins important.

Lars Osberg et Andrew Sharpe ont développé un indice de bien-être (IBE) qui se proposait d'estimer plusieurs variables comme les flux de consommation courante (consommation des biens et services, services et production non marchands, loisirs), les stocks de richesse (biens corporels, biens de consommation durable, accumulation de capital humain et social, coûts environnementaux), la répartition des revenus (inégalités, pauvreté économique, degré de précarité économique et sociale). Ce calcul, réalisé sur 6 pays (Etats-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie, Norvège et Suède), a mis en évidence des distorsions entre le PIB par habitant de ces pays et la perception statistique du bien-être de leurs citoyens (14). Les deux chercheurs concluaient que si la Norvège allie correctement, pendant la période d'étude, le progrès économique et le bien-être, pour le Royaume-Uni le bien-être économique stagne à partir de 1980, puis baisse jusqu'en 1991, avant de remonter pour atteindre le niveau de 1980 au début des années 2000. Autrement dit, en 20 années de croissance économique le bien-être particulier et collectif des Britanniques n'avait pas été amélioré, alors que le PIB avait augmenté de 300% en unités monétaires nationales courantes.

Les comptables nationaux proposent le calcul d'indicateurs de bien-être, par des comptes satellites, mais leur impact médiatique et politique demeure trop faible. Ces indicateurs « lissent » l'importance de l'image du PIB dans la sphère économique, notamment en ajoutant une dimension sociale, facteur de solidarité nationale, une composante essentielle de la puissance relative d'un pays.

L'indicateur de développement humain (IDH) proposé par Amartya Sen et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), recoupe en partie la question du bien-être. Il donne des résultats intéressants, mais difficiles parfois à interpréter. Il calcule la santé et la longévité des hommes (mesurées par l'espérance de vie à la naissance), le savoir ou le niveau d'éducation (durée moyenne de la scolarisation ou la capacité à prendre des décisions) et le niveau de vie (revenu brut par habitant en parité de pouvoir d'achat) et la satisfaction des besoins matériels essentiels tels que l'accès à une alimentation saine, à l'eau potable, à un logement décent, à une bonne hygiène et aux soins médicaux. Cependant, ces indicateurs ne se prêtent pas toujours à une interprétation rectiligne, indiscutable. Si un pays dispose de plus de lits dans les hôpitaux, est-ce le signe d'une meilleure prise en compte des soins collectifs nécessaires ou est-ce dû au développement de nouvelles maladies, notamment psychiatriques ? Inversement, le fait de réduire le nombre de lits dans les hôpitaux pour favoriser les soins à

(14) Lars OSBERG / Andrew SHARPE, « Une évaluation de l'indicateur de bien-être économique dans les pays de l'OCDE », Séminaire de la DARES, 15 oct. 2002 ; OCDE, *Du bien-être des nations, le rôle du capital humain et social*, Paris., 2001 ; A. SHARPE / D. MÉDA / F. JANY-CATRICE / B. PERRET, « Débat sur l'indice de bien-être économique », *Travail et Emploi*, n° 93, janv. 2003.

domicile constitue-t-il une situation favorable ou non à la santé publique ? Dans ce cas, il convient de bien analyser les fondements de cette situation nouvelle, en faisant appel sans doute à des coefficients de satisfaction des patients et des indices comparatifs spécialisés. Les indicateurs disponibles ne sont pas toujours suffisamment étayés et ils omettent toujours des valeurs qui ne s'inscrivent pas dans une analyse quantitative indiscutable. Les pays en développement disposent d'un IDH en légère croissance, ce qui met en évidence une meilleure intégration dans l'économie mondiale entre 1990 et 2016, à l'exception de plusieurs pays africains. Cependant, comme tous les agrégats, ses composantes sont supposées commensurables, alors que des modalités de calcul (15) ou certaines valeurs modifient singulièrement l'idée qu'on peut se faire du développement humain (16). D'autres tentatives similaires ont été engagées, mais elles n'ont pas fait l'objet d'une grande attention, quand elles n'ont pas été arrêtées faute de soutien et de rigueur (17).

Le Comité d'experts des Nations Unies sur la comptabilité environnementale-économique (UNCEEA), dans une démarche très intéressante, parce que plus globale, travaille à définir un indicateur qui tienne compte des effets sur l'environnement, à calculer un Produit intérieur brut vert et à construire un Système de comptabilité environnementale économique (SEEA), un standard international pour l'année 2012 (18) et à promouvoir sa mise en œuvre dans les pays.

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) (19) et France Stratégie (20) proposent la présentation de dix indicateurs en

(15) Le choix du « log » du RNB par habitant a pour effet de minorer considérablement les écarts de richesse.

(16) L'absence d'indices des libertés publiques est sans doute dommageable.

(17) Le BIP 40 en est une variante. Philosophiquement, ses constructeurs réfutaient la théorie du ruisseaulement selon laquelle la richesse des uns favorise l'essor des revenus des plus pauvres. Sur cette base, le BIP 40 proposait 58 séries de statistiques concernant le travail (conditions, travail de nuit, durée moyenne arrêt de travail, chômeurs de longue durée, indice de chômage, indemnités des chômeurs, CDD/CDI, précarité, journées de grève, protections légales, etc.), les revenus (dispersion des salaires, SMIC, salaire moyen, fiscalité sur le revenu, revenu garanti moyen, part des prestations sociales, etc.), le logement (poids des dépenses dans la consommation des ménages, indice du prix des loyers au regard de l'indice des prix, mises en chantiers aidés avec les PLA, aides personnelles au logement, nombre de plaintes pour impayés), l'éducation (accès au baccalauréat, inégalité de niveau en français et en mathématiques, proportions des enfants d'employés par rapport aux enfants de cadres dans les Universités et les écoles d'ingénieur, ou les sorties du système éducatif), la santé (espérance vie à la naissance selon les catégories socio-professionnelles, part des dépenses de santé dans le PIB, prise en charge par les ménages et disparités médicales régionales) et la justice (taux d'incarcération, par exemple, selon les catégories socio-professionnelles). Il faisait référence à la pauvreté relative, dont le seuil était estimé à 50-60% du revenu médian d'un pays. Il déterminait un agrégat, sur la base de pondérations subjectives, le travail et le revenu représentant 25% chacun, les autres 12,5%. Cependant, l'INSEE a refusé de participer à cette analyse du fait de la fiabilité jugée discutable des statistiques fournies. En outre, un indicateur unique et globalisant manque de transparence. Depuis, cet indice n'est plus calculé.

(18) Nations Unies, « Cadre central du Système de comptabilité économique et environnementale 2012 », 2016, disponible à l'adresse unstats.un.org/unsd/envaccounting/seearev/cf_trans/seea_cf_final_fr.pdf.

(19) Le CESE est un organisme consultatif composé de représentants sociaux (patronat, syndicats, associations)

(20) France Stratégie est un organisme rattaché au Premier ministre. Il formule des recommandations au gouvernement.

complément du PIB pour servir de support annexé au projet de loi de finances. Un panel de citoyens a testé les thèmes et indicateurs pour en vérifier l'adéquation avec leurs préoccupations. Les choix ne sont pas indiscutables, mais il faut retenir des indicateurs pertinents et compréhensibles pour informer les choix de politique publique, notamment en termes de « soutenabilité ».

Tableau 3 : Résumé des 10 indicateurs complémentaires au PIB proposés par le CESE et France Stratégie (21)

Inégalités de revenus	Rapport de la masse des revenus détenue par les 10% les plus riches et les 10% les plus pauvres
Climat-énergie	Empreinte carbone
Gestion des ressources	Taux de recyclage des déchets
Biodiversité	Indice d'abondance des oiseaux
Travail-emploi	Taux d'emploi de la population active (15-64 ans)
Investissement	Actifs productifs physiques et incorporels en % du produit intérieur net
Capital financier	Dette des différents agents économiques non financiers (administrations publiques, entreprises, ménages) rapportée au PIB
Education	Taux de diplômés de l'enseignement supérieur parmi les 25-34 ans
Santé	Espérance de vie en bonne santé à la naissance
Bien-être	Satisfaction de la vie (Enquête SRCV/SILC)

Plusieurs remarques peuvent être faites concernant ce tableau et ces indicateurs.

L'inégalité des revenus est un problème économique, mais aussi politique, car elle alimente les revendications et les frustrations, mais elle participe aussi à la définition d'un bien-être collectif. Les inégalités ont un prix, celui du gaspillage des ressources dans le cadre de groupes très riches, dont l'optimisation de la fortune n'est guère possible, conduisant à une gestion de type « *latifundium* » (22). Ce n'est donc pas seulement une valeur qui exprime des inégalités, c'est aussi un indicateur d'efficacité concernant le potentiel de « soutenabilité » politico-sociale, mais aussi économique de

(21) CESE / France Stratégie, « Le CESE et France Stratégie proposent 10 indicateurs phares complémentaires au PIB », 2015, disponible à l'adresse www.lecese.fr/content/le-cese-et-france-strat-gie-proposent-10-indicateurs-phares-compl-mentaires-au-pib.

(22) Un *latifundium* est un domaine agricole important exploité de manière extensive, sur la base d'une très forte concentration de la propriété foncière. C'est un exemple de gestion économique à la fois peu concentrée sur l'optimisation de la production et sur l'exploitation des ouvriers agricoles, généralement journaliers, dans les pays en développement.

cette distribution des revenus. Un taux de pauvreté pourrait aussi être introduit, car il suppose une réflexion spécifique sur cette question capitale.

L'intégration des questions environnementales dans la mesure du progrès est nécessaire. L'empreinte carbone mesure la quantité de gaz à effet de serre nécessaire à la satisfaction des besoins annuel des citoyens. Le taux de recyclage des déchets tend à faire baisser l'empreinte carbone et à mettre en évidence l'importance de la responsabilité collective dans le refus du gaspillage des ressources naturelles. Enfin, l'évolution de la diversité est mise en avant comme critère, sur la base de l'abondance des oiseaux qui sont en fin de la chaîne alimentaire.

L'accès à l'emploi est important dans la situation économique et sociale d'un pays. Une analyse plus fine mériterait cependant d'être engagée, concernant notamment la précarité des emplois et les contrats « zéro heure » de Londres. Une réflexion est nécessaire, surtout si on compare la protection des travailleurs en France et les conditions de l'indemnisation du chômage avec celles de leurs voisins.

L'investissement mesure l'accumulation des moyens de production transmis d'une génération à l'autre. Le taux d'investissement calcule les actifs physiques (machines, équipements, infrastructures, cheptel, forêts, etc.) et immatériels (brevets, œuvres artistiques et littéraires, logiciels, recherche et développement, etc.) qu'il rapporte au produit intérieur net (PIB – consommation du capital pendant la période).

La mise en avant de la dette publique (endettement des administrations publiques) n'est sans doute pas toujours à privilégier, il faut aussi tenir compte de la dette privée (entreprises et ménages). En 2015, la dette publique de la France avoisine aujourd'hui la valeur de son PIB, mais la dette privée des entreprises plus de 60% contre 55% PIB pour les ménages. En comparaison, le Royaume-Uni a un endettement plus élevé (85,8%) pour les ménages et moindre (54,7%) pour les entreprises (23).

La qualité du système éducatif mesure aussi le niveau de progression d'un pays. Le choix du taux de diplômés de l'enseignement supérieur parmi les 25-34 ans témoigne d'une perception « élitiste » de l'indicateur. Les taux d'alphabétisation ou de capacité de lecture des élèves à 11 ans seraient sans doute des indicateurs aussi pertinents. De même, le nombre de chercheurs et leur capacité à produire des découvertes scientifiques ou des brevets commerciaux témoigne d'une prise en compte réelle du potentiel humain en faveur de l'économie nationale et des avancées technologiques. Cependant, on peut légitimement s'interroger à la fois sur la nature de la formation d'enseignement supérieur, sur le niveau réel de la formation et sur l'adéquation (recherchée ou non) avec les emplois d'aujourd'hui ou de demain. L'Organisation de coopération et de développement économiques

(23) Banque de France, « Taux d'endettement des agents non financiers. Comparaisons internationales », *Stat Info*, 2^e trim. 2015, disponible à l'adresse www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfstatistiquescalendrier/2015-T2-stat-info-taux-d-endettement-des-anf-comparaisons-internationales.pdf.

(OCDE) utilise les indicateurs PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves).

L'espérance vie en bonne santé – sans limitation d'activités et sans incapacités – fournit une information importante, qui témoigne à la fois de la prise en compte des besoins de santé et d'une capacité à protéger les corps et les esprits des citoyens.

Enfin, l'indicateur de satisfaction à l'égard de sa vie est subjectif et évolutif, selon les périodes de stress ou de calme national ou international. Les Allemands se déclarent plus heureux que les Français, mais les Japonais se sentent encore plus malheureux (24). Cet indicateur peut évoluer rapidement en fonction de facteurs dont l'émergence dépend de la connaissance des relations internationales, du terrorisme, de l'influence des médias, de la précarité, mais aussi de valeurs éducatives ou religieuses. Il dépend aussi de la pyramide des âges.

Cette analyse constitue un bon point de départ. Cependant, il nous semble que d'autres éléments devraient aussi être pris en compte, comme les inégalités de patrimoine (25) et de revenus, mais aussi l'ouverture du pays vers l'extérieur, son degré de dépendance au commerce international (26) et à l'essor technologique, la qualité de ses relations diplomatiques ou la force de ses alliances de sécurité commune (27).

* *
*

Les comptables nationaux sont bien conscients des limites de leur instrument. Ils demandent à n'utiliser le concept de PIB qu'à bon escient, mais, d'évidence, on ne les écoute pas.

Pourtant, la référence unique ou dominante au PIB est dangereuse. L'idée même d'un développement économique, de type croissance indéfinie et « ratrappage » pour les pays en développement, est remise en cause avec le concept de développement « soutenable ». Une croissance économique « à l'américaine », trop consommatrice de matières premières et trop polluante, ne peut pas constituer un objectif pour les autres économies

(24) L'OCDE utilise déjà les données collectées par le Gallup World Poll, sur la base de la question suivante : « Imaginez une échelle de onze échelons où la valeur la plus basse (0) représente la pire vie possible pour vous et la valeur la plus haute (10) représente la meilleure vie possible pour vous. Sur quel échelon vous sentez-vous personnellement à l'heure actuelle ? ». Les Français se situent globalement dans la moyenne des pays de l'OCDE (6,5 contre 6,6)

(25) Une centaine de personnes disposent de la richesse de la moitié de la population mondiale la plus pauvre. Oxfam considère en fait qu'il n'y a que huit personnes (Bill Gates, Amancio Ortega, Warren Buffet, Carlos Slim, Jeff Bezos, Mark Zuckerberg, Larry Ellison, et Michael Bloomberg) qui disposent d'une telle richesse, contre 62 en 2015 et 355 en 2013. En revanche, il est très difficile de mesurer l'importance financière d'un patrimoine, car les prix de ses composantes changent rapidement dans le temps.

(26) J. FONTANEL, « Le commerce international est-il facteur de paix ? », *Politique étrangère*, 2014.

(27) R. SMITH / J. FONTANEL, « International security, defence economics and the power of nations », in J. FONTANEL / M. CHATTERJI (dir.), *War, Peace and Security*, Emerald Group Publishing, 2008 ; J. FONTANEL / J.-P. HÉBERT / I. SAMSON, « The birth of the Political Economy or the Economy in the heart of Politics: mercantilism », *Defence and Peace Economics*, 2008 ; J.-F. GUILHAUDIS, « Alliances, coalitions, organismes de sécurité collective », *Politique de sécurité européenne et internationale*, n°1, 2015 et n° 4, 2016.

nationales, sans même mettre en évidence les questions irrésolues aujourd’hui concernant le climat, les inégalités sociales excessives ou l’apparition rapide de nouvelles raretés. Plus les questions écologiques et sociétales deviennent inquiétantes et plus on se rend compte que nos systèmes d’indicateurs actuels, spécialement le PIB, sont contre-productifs. A quoi sert d’organiser des sommets de la Terre, des conférences sur le climat et la biodiversité si les acteurs économiques, au quotidien, sont incités à aller dans le sens d’une forme de croissance insoutenable. Sur le plan plus large des relations internationales, les brèves remarques faites à propos de la Chine, de la Russie et de l’Union européenne et ses Etats membres, montrent aussi les effets négatifs de l’utilisation du PIB comme « marqueur » de puissance.

Il est incontestablement important et urgent de sortir de l’impérialisme du PIB, mais on est loin d’y être parvenu. On peut même se demander si, dans le contexte actuel, cet objectif ne constitue pas une mission impossible. Que faire ? Faut-il préconiser un changement d’indicateur ? Il est certainement nécessaire de faire évoluer les indicateurs. Le PIB était mieux adapté à la réalité de la période pendant laquelle il fut conçu qu’il ne l’est à l’époque actuelle. Il faut se doter également d’indicateurs satisfaisants concernant par exemple les libertés démocratiques, les solidarités citoyennes, l’influence culturelle, l’essor de l’économie numérique et de l’intelligence artificielle et bien d’autres données. Il est aussi de première importance de comptabiliser les moins, les « *bads* » et leurs coûts, comme la disparition définitive de certaines matières premières, l’influence des pollutions sur les personnes concernées et, dans les relations internationales, leurs effets sur les pays limitrophes, et les capacités d’y faire face ou non. C’est un immense travail qu’il faut accomplir, du fait de l’absence de mesure disponible sur nombre d’indicateurs significatifs.

Le plus important est probablement, à l’inverse de ce qu’on fait actuellement, de s’efforcer de construire des indicateurs ou des ensembles d’indicateurs adaptés à la compréhension d’une question donnée – la puissance globale, la puissance économique, le bien-être, la sécurité – et non de « faire parler » et de transformer en faux oracles des indicateurs dont les limites et les défauts sont manifestes.